

---

Résumé de l'adresse des administrateurs du département du Gers qui remercient la Convention d'avoir encore une fois sauvé la patrie et la liberté en puissant les conspirateurs, en annexe de la séance du 20 germinal an II (9 avril 1794)

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Résumé de l'adresse des administrateurs du département du Gers qui remercient la Convention d'avoir encore une fois sauvé la patrie et la liberté en puissant les conspirateurs, en annexe de la séance du 20 germinal an II (9 avril 1794). In: Tome LXXXVIII - Du 13 au 28 germinal an II (2 au 17 avril 1794) pp. 369-370;

[https://www.persee.fr/doc/arcpa\\_0000-0000\\_1969\\_num\\_88\\_1\\_29374\\_t1\\_0369\\_0000\\_16](https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1969_num_88_1_29374_t1_0369_0000_16)

---

Fichier pdf généré le 01/02/2023

Citoyens représentants, point de paix; qu'ils apprennent, ces tigres couronnés, qu'un peuple libre ne doit point se hâter de poser les armes, et qu'il est de sa dignité de traiter difficilement avec des esclaves et surtout avec des tyrans.

Nous vous félicitons, Citoyens représentants, sur ces décrets salutaires qui abolissent l'esclavage, établissent le gouvernement révolutionnaire, règlent la manière de se prononcer sur les gens suspects, prononcent le séquestre des biens de prêtres, et particulièrement sur les mesures fermes et vigoureuses que vous venez de prendre sur la nouvelle conspiration, pour assurer à jamais le bonheur des vrais sans-culottes, Vive la République, Vive la Convention nationale, Vive la Montagne!»

DÉSIRAT (*présid.*), PERRAIN (*secrét.*),  
DARZAIA.

La séance est levée à 4 heures (1).

Signé : AMAR (*président*); PEYSSARD, LEYRIS,  
MONNOT, Ch. POTTIER, M. A. BAUDOT,  
RUELLE (*secrétaires*).

## AFFAIRES NON MENTIONNÉES AU PROCÈS-VERBAL

### 54

Des charlatans et joueurs de gobelets viennent se plaindre d'un arrêté de la commune de Paris qui leur interdit l'exercice de leur profession sur les places publiques (2).

L'ORATEUR : Citoyens représentants, pères et sauveurs du peuple,

Toutes les fautes doivent être personnelles et vous ne voulez pas que les innocents patissent pour les coupables. Vous n'avez point fait de loi qui interdise de gagner sa vie en travaillant honnêtement à tel état que ce soit. Pourquoi donc nous empêcherait-on de gagner la nôtre? Nous réclamons dans votre sein les droits de l'homme que vous avez proclamés, art. 17, qui dit : « Nul genre de travail et de commerce ne peut être interdit à l'industrie de l'homme ».

Citoyens législateurs, le corps municipal, par un arrêté de la fin de ventôse a proscrit des rues et places publiques de Paris tous les charlatans et les geans (*sic*) qui trompent le peuple, les chansonniers seuls exceptés. Une autre petite classe de citoyens indigens et non moins recommandables par leur civisme, presque tous pères de famille, dont plusieurs ont des enfans au service de la patrie, et connus pour leur civisme chacun dans sa section, réclame la même exception.

Ce sont les joueurs de gobelets, qui ne font tort à personne en vendant une pierre à détacher, de petits livres qui enseignent des expériences physiques, et vendent des pierres à dérouiller les armes; avec cela ils ne peuvent être confondus avec ceux qui trompent le

peuple; et cependant on leur empêche de gagner leur vie.

Législateurs, les pétitionnaires réclament de vous le droit de pouvoir continuer leur état pour gagner leur vie; leur demande est urgente parce qu'ils sont sans-culottes et sans moyens. Regardez-les favorablement et daignez leur accorder leur demande, c'est ce qu'ils attendent de vos cœurs paternels et bienfaisans (1).

BREARD. L'arrêté de la commune est très sage et l'on ne doit point demander d'exception; les braves défenseurs de la patrie ont seuls le droit d'y prétendre à raison des services qu'ils rendent à la liberté. Je demande l'ordre du jour (2).

Plus de charlatans, s'écrient PLUSIEURS MEMBRES à la fois, plus de jongleurs; l'ordre du jour sur la pétition; que les pétitionnaires aillent travailler la terre qui réclame leurs bras.

La Convention passe à l'ordre du jour (3).

### 55

[La Sté popul. de Fleurance, à la Conv.; s. d.]  
(4).

« Il est temps, Législateur, que vous assuriez à la patrie un triomphe que méritent ses sacrifices et ses vertus; il est temps de punir et de réduire dans la poussière des traîtres qui, voulant ensanglanter la République, n'ont d'autres vertus que le crime, d'autres forces que la perfidie, et d'autres désirs que ceux de se prostituer aux pieds d'un vil tyran, complice de leur scélératesse, de leur opprobre et de leurs bassesses. Législateurs, qu'ils tremblent, ces despotes! la Convention et le comité de salut public éclairent leur perfidie et leur système de corruption; les vertus à l'ordre du jour vont les anéantir, et la massue nationale, dirigée par les bras nerveux de nos guerriers, va détruire cette coalition, fruit du crime et du brigandage. Despotes insensés, tremblez! la foudre gronde sur vos têtes; bientôt il ne vous restera même pas, avec les débris de vos trônes, un instant de repentir et une seule larme d'un être vertueux ».

### 56

Les administrateurs du département du Gers remercient la Convention d'avoir encore une fois sauvé la patrie et la liberté, et l'engagent, en punissant les conspirateurs, à arracher à tous ceux de leur parti les masques dont ils pourraient se couvrir à l'avenir. Ils prient la Con-

(1) C 300, pl. 1056, p. 27. Pétition non datée, signée : PAPE, DURAU, AUGIER, DORISSE, JAINSAN, ARLINE, PETIT, LESPRIT-TABILLIER, Alcide VUIDE, GAUDELETTE, LOUVET.

(2) *Batave*, n° 419.

(3) *J. Mont.*, n° 148; *C. Eg.*, n° 600, p. 74; *J. Perlet*, n° 565; *Mon.*, XX, 175; *J. Sablier*, n° 1248; *Ann. patr.*, n° 464; *Mess. Soir*, n° 600.

(4) *Mon.*, XX, 174; *B<sup>in</sup>*, 19 germ.; *Débats*, n° 567, p. 333; *Aud. nat.*, n° 564, p. 3; *M.U.*, XXXVIII, 344.

(1) *P.V.*, XXXV, 119.

(2) *Débats*, n° 567, p. 336; *C. univ.*, 21 germ.

vention de rester à son poste, de poursuivre sa carrière au milieu de la confiance publique; ils assurent qu'ils emploieront tous leurs moyens pour la protéger (1).

## 57

Les administrateurs du district de Brignoles annoncent que les biens des émigrés se vendent avantageusement dans ce district; un bien estimé 13,645 liv. a été vendu 66,125 liv. (2).

## 58

La commune d'Amiens envoie 144,000 liv. en assignats, 6,000 en numéraire; 800 chemises et un grand nombre d'autres effets d'équipement (3).

## 59

La section du Panthéon-François annonce qu'elle a fabriqué, pendant cette décade, 1,429 livres de salpêtre; elle demande que la Convention nationale accorde des secours à la veuve Beaudieu dont le mari est mort d'une fluxion de poitrine, à la suite des travaux continuels auxquels il s'est livré, pour l'exploitation des terres salpêtrées dans les caves de cette section.

Renvoyé au comité des secours (4).

## 60

Une société fraternelle demande qu'il soit décrété que les notaires-greffiers, etc., délivreront *gratis*, aux indigens, les pièces nécessaires à l'instruction des procédures.

Renvoyé au comité de législation (5).

## 61

Une citoyenne, déjà chargée de trois enfans, est présente à la barre, et déclare qu'attendu l'impossibilité où est sa sœur de nourrir son enfant, elle s'en charge volontairement en attendant que le père, qui est détenu à la Conciergerie depuis cinq mois, par erreur, ait obtenu justice; elle demande que le comité de sûreté générale fasse un prompt rapport qui rende ce citoyen à son épouse et à son enfant.

La Convention renvoie au comité de sûreté générale pour faire le rapport demandé, et au

comité d'instruction publique pour recueillir ce trait d'humanité (1).

## 62

Un citoyen d'Orléans, persécuté par ses ennemis et traduit au Tribunal révolutionnaire qui a reconnu son innocence, représente que depuis son élargissement, il est accablé par la plus affreuse misère. Il sollicite avec empressement des secours que sa situation actuelle rend indispensables.

Renvoyé au comité des secours publics (2).

## 63

La citoyenne Moreau ayant appris la maladie de la citoyenne Valence, s'est chargée de l'éducation de son fils. Le mari de cette citoyenne Valence a été arrêté, par erreur à ce que prétend la pétitionnaire. Elle prie la Convention de se faire faire un prompt rapport sur cette affaire.

Renvoyé au comité de sûreté générale (3).

## 64

Le citoyen Leblanc, lieutenant au bataillon de la Manche, expose qu'il a été blessé à la jambe gauche, qu'il a perdu son cheval et son porte-manteau, dans la bataille du Mans. Obligé de se faire guérir, et cependant dénué de secours, il prie l'Assemblée de l'indemniser de ses pertes, et de lui donner encore du service dans les armées.

Renvoyé au comité de la guerre (4).

## 65

Un citoyen réclame la liberté du juge de paix du canton de Sollanges; il prétend que ce juge de paix mérite, à tous égards, de jouir de sa liberté, par ses sentimens républicains et sa morale vertueuse.

Renvoyé au comité de sûreté générale (5).

## 66

[La c<sup>no</sup> Lacoste à la Conv.; Versailles, 6 vent. II] (6).

« Citoyens représentans,

La c<sup>no</sup> Léchelle-Lacoste, demeurant à Versailles, vivant avec Jean Léchelle son cousin

(1) *Mon.*, XX, 174; B<sup>in</sup>, 19 germ.; *Débats*, n° 567, p. 333; *M.U.*, XXXVIII, 345.

(2) *Mon.*, XX, 174; *Débats*, n° 567, p. 334; *M.U.*, XXXVIII, 328; *C. univ.*, 22 germ.

(3) *J. Sablier*, n° 1248.

(4) *Ann. patr.*, n° 464; *J. Mont.*, n° 148; *J. Sablier*, n° 1248; *Audit. nat.*, n° 564, p. 4.

(5) *Ann. patr.*, n° 464.

(1) *Ann. patr.*, n° 464.

(2) *J. Sablier*, n° 1248; *C. Eg.*, n° 600, p. 74; *M.U.*, XXXVIII, 330; *Mess. Soir*, n° 600.

(3) *J. Sablier*, n° 1248.

(4) *J. Sablier*, n° 1248.

(5) *J. Sablier*, n° 1248.

(6) D III 282, p. 456; *J. Sablier*, n° 1248.